



Adresse de l'article <http://www.lagazettedescommunes.com/559901/nice-l'affectation-de-policiers-municipaux-dans-les-ecoles-fait-debat/>

PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE

Nice : l'affectation de policiers municipaux dans les écoles fait débat

Julie Clair-Robelet | A la Une prévention-sécurité | Régions | Publié le 17/04/2018 | Mis à jour le 18/04/2018

Depuis le 16 avril 2018, des policiers municipaux non armés sont présents en permanence dans trois écoles primaires de Nice. Si le maire de la ville, Christian Estrosi, affirme que "l'ensemble de la communauté scolaire a plutôt réagi très positivement", la mesure ne fait cependant pas l'unanimité et suscite quelques craintes.

« J'ai décidé de tout faire pour sanctuariser les lieux dédiés aux enfants », a affirmé Christian Estrosi lors du lancement de l'expérimentation menée dans trois écoles primaires de Nice, vendredi 13 avril 2018. Annoncée en décembre 2016, la mesure est une première en France : un policier municipal non armé sera présent quotidiennement dans l'enceinte de ces écoles.

Le feu vert a été donné par Jean-Michel Blanquer le 26 janvier, alors qu'elle avait été rejetée par la précédente ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem. Le maire LR aurait « préféré que le policier puisse être armé », mais a « accepté ce principe pour la durée de l'expérimentation ». Rappelant que la ville avait déjà été

duement touchée par l'attentat qui a fait 86 morts sur la Promenade des Anglais, Christian Estrosi a estimé que le dispositif se justifiait aujourd'hui en raison du « risque qui pèse sur les écoles, [...] cibles prioritaires de Daech ».

Surveillance et inspections des cartables

Les policiers municipaux seront ainsi chargés de faire des inspections avant l'arrivée des enfants, surveiller les badges électroniques d'entrée et de sortie, contrôler les intervenants extérieurs aux établissements présents pour réaliser des travaux... Ils pourront également fouiller les cartables des élèves et assureront « un lien continu avec les équipages assurant les rondes aux abords des écoles et avec le Centre de supervision urbain ».

« Nous ferons le bilan avec le ministre de l'Éducation nationale au terme de l'année scolaire et, si ce bilan apparaît positif, s'il est accepté par tout le monde, nous le généraliserons pour les écoles qui seront volontaires à la rentrée scolaire prochaine », précise Christian Estrosi sur France Inter ^[1], mardi 17 avril. Il rappelle en outre que « les enfants sont habitués à ce qu'il y ait des interventions de policiers en milieu scolaire avec lesquels ils ont d'excellentes relations ».

Clarification des missions

Le maire de Nice prend soin de préciser qu'il ne veut « rien imposer », car la mesure ne fait pas l'unanimité. Jugé « démagogique » par la CGT Educ'action Nice, « illégal, inutile et coûteux » par la FCPE des Alpes Maritimes dans un communiqué ^[2], le dispositif laisse sceptiques les membres de l'Andev (Association nationale des directeurs de l'éducation des villes). Pour sa présidente, Rozenn Merrien, « il faut analyser cette expérimentation avec beaucoup de prudence ».

« Même si la police municipale est un partenaire des actions de prévention menées dans les écoles et plus largement dans tous les espaces jeunesse, si elle fait ainsi partie d'une certaine façon de la communauté éducative dans ses missions de prévention, une présence quotidienne de policiers dans les établissements scolaires nécessite une définition plus précise de leurs missions et une clarification », détaille-t-elle.

« L'école doit rester au maximum ouverte sur son environnement. On risque de sanctuariser de manière trop importante ces établissements qui doivent impérativement rester ouverts », poursuit la présidente de l'Andev. « Il sera nécessaire d'évaluer le dispositif et, pour l'instant, il serait prématuré et pas judicieux de le développer, car Nice a une histoire qui n'est pas celle de tous les territoires », conclut Rozenn Merrien.

« Repères brouillés »

Roger Vicot, président du Forum français pour la sécurité urbaine, est beaucoup plus sévère face à ce qu'il estime être « de la surenchère sécuritaire ». « Cela fait partie des obsessions sécuritaires de Christian Estrosi. Il va consacrer beaucoup d'argent à cela, alors que je pense que le personnel dont on a besoin dans les écoles, ce ne sont sûrement pas des policiers, mais des personnels d'encadrement, des infirmières scolaires... », affirme le maire PS de Lomme.

« L'école est un lieu d'éducation. Ce qui devrait être entièrement consacré à l'éducation devient un lieu où les repères sont brouillés, où les enfants voient des policiers et en concluent qu'ils ne sont pas en sécurité », précise-t-il. Le président du FFSU rappelle en outre que « beaucoup de mesures ont déjà été prises depuis les attentats de 2015 pour la sécurité des établissements scolaires. On ne peut par exemple plus stationner devant les écoles et leurs accès sont déjà très sécurisés ». Roger Vicot estime donc qu'il ne s'agit « que d'un affichage » et que, face aux nombreuses oppositions, l'expérimentation ne sera pas reconduite.

POUR ALLER PLUS LOIN

- Nice obtient l'autorisation d'affecter des policiers municipaux au sein des écoles
- A Nice, polémique autour d'une appli grand public pour alerter la police
- « La sécurisation des villes est un dossier urgent et coûteux » – Agnès Rampal, Nice
- A Nice, la police municipale reste à la porte des écoles

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services et offres adaptés à vos centres d'intérêt. OK
En savoir plus X